



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Unité départementale  
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le 21/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

Monsieur le Directeur  
**EASY LOGISTIQUE**  
5451 route industrielle  
lieu-dit Le Marais

**764430 SANDOUVILLE**

Références : 20230224\_VI\_EASY LOGISTIQUE\_récolement AP autorisation entrepôts

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2023 dans l'établissement EASY LOGISTIQUE implanté 5451 route industrielle, lieu-dit Le Marais – 764430 SANDOUVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport visait à procéder au récolement de l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré à la société EASY LOGISTIQUE pour l'exploitation d'une plateforme logistique sur le parc logistique du pont de Normandie.

Il est à noter que le propriétaire du terrain et des locaux est la société PRD (Percier Réalisation Développement), détenteur initial de l'autorisation avant le changement d'exploitant déclaré le 21 juillet 2021. La garantie de parfait achèvement (GPA) a été mise en œuvre par EASY LOGISTIQUE concernant divers défauts de conception/construction observés sur le site, notamment au niveau des installations électriques et du système de désenfumage (voir points de contrôle à ces sujets).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EASY LOGISTIQUE
- 5451 route industrielle, lieu-dit Le Marais – 764430 SANDOUVILLE
- Code AIOT dans GUN : 0003901261
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non seveso
- Non IED
- Activité : Entrepôt logistique

Locataire de la totalité de l'entrepôt récemment implanté sur la commune de Sandouville, la société EASY LOGISTIQUE fait partie du groupe JJA, spécialisé dans le commerce de gros, principalement sur des articles d'ameublement et d'équipement de maison (meubles de jardin, articles de décoration, art de la table, etc...).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risque accidentel
- Risque chronique

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :



**Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 8.4.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 8.3.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Valeurs limites d'émission des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 4.4.7.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réseaux de collecte	Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 4.3.2	/	Sans objet
3	Comportement au feu des cellules de stockage et des locaux	Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 8.3.2	/	Sans objet
6	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 8.6.4	/	Sans objet
7	Chaufferie	Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 9.4.1	/	Sans objet
8	Prescriptions spécifiques à la cellule 5	Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 9.5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite d'inspection objet du présent rapport que la société EASY LOGISTIQUE exerce son activité de manière régulière et responsable, particulièrement dans le contrôle et le suivi de ses installations de défense incendie. Néanmoins, les malfaçons constatées par l'exploitant et ayant entraîné la mise en œuvre de la GPA sont à l'origine de non-conformités non soldées au niveau des installations électriques du site, qui présentent, de fait, un risque d'incendie et/ou d'explosion.

Au cours de la visite d'inspection et des échanges téléphoniques qui ont suivi, l'exploitant a clairement démontré sa volonté de régulariser au plus vite cette situation et un plan d'action a été établi et transmis à l'inspection des installations classées par mail du 27 février 2023.

Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de mettre en demeure la société EASY LOGISTIQUE de se conformer:

- à l'article 8.4.2. de l'arrêté préfectoral du 05 juillet 2019 modifié en procédant à la levée des non-conformités relevées sur l'installation électrique du site;
- à l'article 8.3.4. de l'arrêté préfectoral du 05 juillet 2019 modifié en procédant à la levée des non-conformités relevées sur l'installation de désenfumage du site.

Le délai proposé pour la mise en conformité est de 3 mois à compter de la date de notification de la mise en demeure.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Réseaux de collecte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ; les secteurs collectés et les réseaux associés ; les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ; les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). <b>Constats :</b> Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a produit un schéma des réseaux d'alimentation et de collecte du site à jour et daté. Les dates des dernières modifications notables y figuraient, ainsi que les éléments réglementaires mentionnés dans la prescription. Sur le terrain, l'inspection des installations classées a pu constater la cohérence entre le plan et la réalité, notamment au regard des bassins d'infiltration ainsi que des organes de manœuvre (vannes de sectionnement). Le plan des réseaux est disponible à tout moment sur le site en version papier et numérique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 2 : Valeurs limites d'émission des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 4.4.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies : MEST (code SANDRE 1305) : 35 mg/l ; DBO5 (code SANDRE 1313) : 30 mg/l ; DCO (code SANDRE 1314) : 125 mg/l ; HCT (code SANDRE 7009) : 5 mg/l
<b>Constats :</b> Deux points de rejets sont présents sur le site en amont des deux bassins d'infiltration:  - à l'ouest, le bassin A; - à l'est, le bassin B. L'exploitant a présenté, le jour de l'inspection, les rapports des analyses des rejets aqueux pour les années 2021 et 2022 réalisés par la société EUROFINS HYDROLOGIE NORMANDIE. Les analyses du bassin A pour l'année 2022 présentent une concentration en MES de 51 mg/l au lieu des 35 mg/l prescrits (rapport n°AR-22-YV-028368-01 du 15/11/2022). Ce dépassement constitue une non-conformité à l'article 4.4.7.2 de l'arrêté préfectoral susvisé.  Le jour de la visite, l'exploitant n'était pas en mesure d'expliquer ce dépassement. La dernière opération de nettoyage/maintenance des six séparateurs d'hydrocarbures du site date du 16 juin 2022.  Fait susceptible de suites n°1: L'exploitant réalisera une nouvelle analyse des rejets aqueux du bassin A dans un délai de 30 jours à compter de la date du présent rapport et en transmettra les résultats à l'inspection des installations classées sans délai.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Comportement au feu des cellules de stockage et des locaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 8.3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions constructives

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.

Le volume de matières maximum susceptible d'être stockées est de 335 000 m<sup>3</sup>.

Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.

Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :

les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;

le mur séparatif central entre les cellules 5-9, 8-3, 7-2 et 6-1 sera REI 240 ;

les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalant à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ;

si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60 (notamment en façade de quai), les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.

la toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1 ;

les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement ;

le sol des cellules est de classe A1fl ;

l'isolement des locaux de charges, considérés comme locaux à risques, et les cellules de stockage par une paroi REI 120 et une couverture satisfaisant la classe BROOF (t3). Les murs donnant sur l'extérieur sont aussi REI 120. Les portes donnant sur les cellules sont EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes) et munies d'un ferme-porte. Les portes intérieures aux locaux de charge (si elles existent) sont EI 30 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;

l'isolement des autres locaux à risques (local électrique et chaufferie ) et les cellules de stockage par une paroi REI 120, un plafond REI 120 et des portes d'intercommunication (munies d'un ferme-porte) présentant un classement EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes) ;

il doit être apposé sur chaque porte de degré de résistance au feu EI (ou E) à fermeture automatique en cas d'incendie ou à sa proximité immédiate, une plaque signalétique bien visible portant la mention « PORTE COUPE-FEU : NE METTEZ PAS D'OBSTACLE A SA FERMETURE ». Les moyens de manutention fixes sont conçus pour ne pas gêner la fermeture automatique de celles-ci.

### N° 3 : Comportement au feu des cellules de stockage et des locaux (suite)

**Constats :** Concernant les dispositions constructives et particulièrement le comportement au feu des cellules de stockage, l'exploitant a présenté, le jour de l'inspection, le rapport d'audit de récolement de l'arrêté préfectoral susvisé réalisé par la société BUREAU VERITAS entre le 29 juin et le 05 octobre 2021. Ce rapport (n°7344279) conclue à la conformité des éléments suivants quant à leur résistance au feu:

- la structure du bâtiment (charpente et support de toiture);
- les murs et parois séparatives coupe-feu;
- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives ainsi que les fermetures manœuvrables;
- les portes coupe-feu.

L'exploitant a également présenté les attestations de conformité correspondantes.

Au cours de la visite de terrain, l'inspection des installations classées a pu constater la présence de marquage au droit des murs séparatifs indiquant leur degré de résistance au feu. Le toit du bâtiment, sur lequel un parc de panneaux photovoltaïques est en cours d'implantation, est intégralement recouvert d'une bande de protection de type feuille métallique A2 s1 d1.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



#### N° 4 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. (...)
<b>Constats :</b> Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a produit les rapports de contrôles 2021 et 2022 de ses installations électriques réalisés par la société SOCOTEC.  Le rapport de 2021 (n°92860/21/5212) fait état de 55 observations, certaines conduisant à des non-conformités. Le rapport Q18 associé à ce rapport conclue que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion. Le rapport de 2022 (n°92860/22/6118) fait état de 38 observations conduisant à des non-conformités dont 37 déjà signalées en 2021. Le rapport Q18 associé à ce rapport conclue également que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion.  Sur ce sujet, l'exploitant (EASY LOGISTIQUE) a expliqué avoir identifié, dès 2021, des désordres sur son site, notamment sur les installations électriques, relevant de la garantie de parfait achèvement (GPA). Actuellement toujours en discussion avec le propriétaire (société PRD) et son maître d'ouvrage (société DEMOUSELLE) sur ce sujet, l'exploitant a produit son tableau de suivi des observations/non-conformités de son installation électrique: certaines observations 2021 ont été traitées et n'apparaissent pas sur le rapport 2022 (passage de 55 à 38 observations). Selon EASY LOGISTIQUE, les observations restantes relèvent de la GPA et donc de la responsabilité du propriétaire.  Suite à la visite d'inspection objet du présent rapport et devant ses difficultés à obtenir gain de cause auprès de la société PRD, l'exploitant a mis en place un plan d'action visant à identifier précisément les non-conformités relevant de la GPA d'une part, et à lever les réserves en interne afin de revenir au plus vite à une situation de conformité au regard des risques d'incendie/explosion. Ce plan d'action a été transmis à l'inspection des installations classées par mail du 27 février 2023.  Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de mettre en demeure la société EASY LOGISTIQUE de se conformer à l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral susvisé, en levant toutes les non-conformités de son installation électrique dans un délai de 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



## N° 5 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 8.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p>
<b>Constats :</b> La dernière opération de vérification du système de désenfumage a été réalisée en février 2023 par la société SMS. Les équipements de désenfumage présentent des malfaçons relevées dans le rapport de contrôle, notamment certains reports déclenchent d'autres cantons que ceux identifiés sur le plan.
Ces anomalies, déjà constatées en 2022, ont également été remontées au propriétaire ainsi qu'à son maître d'ouvrage dans le cadre de la mise en œuvre de la GPA (voir point de contrôle précédent).
Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de mettre en demeure la société EASY LOGISTIQUE de se mettre en conformité à l'article visé dans le présent point de contrôle dans un délai de 3 mois (à compter de la date de notification de la mise en demeure).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



## N° 6 : Vérification périodique et maintenance des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 8.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, alarme, extincteurs, RIA, poteaux d'incendie, portes coupe-feu, vannes automatiques...) ainsi que des installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les rapports de vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites dans un registre et comportent les mentions suivantes :</p> <p>date et nature des vérifications techniques ;</p> <p>personne et/ou organisme chargé de la vérification ;</p> <p>motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un accident et, dans ce cas, nature et cause de l'accident ;</p> <p>résultats de la vérification et mesures correctives ou préventives éventuelles ;</p> <p>les dates des exercices ainsi que les observations auxquelles ils ont pu donner lieu.</p> <p>Cette compilation des rapports de vérifications périodiques est tenu à la disposition du service chargé de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.</p> <p>L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus dans le plan de défense incendie défini à l'article 8.7.6.</p>
<b>Constats :</b> Les équipements de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants sont contrôlés et entretenus annuellement (semestriellement pour le sprinklage) par la société Service Maintenance Sécurité (SMS), certifiée APSAD.
<ul style="list-style-type: none"><li>- Extincteurs (contrôle le 27/10/2022);</li><li>- RIA (contrôle du 21 au 25 mars 2022);</li><li>- Système de sprinklage (contrôle semestriel des 24 mars et 19 septembre 2023);</li><li>- Poteaux incendie (12 PI): vérification des débits en date du 24 mars 2022 avec essai en simultané des PI n° 6 et 8.</li></ul>
<p>Le système de détection incendie (SSI) ainsi que le CMSI (centralisateur de mise en sécurité incendie) sont contrôlés semestriellement par la société SDC. Les conclusions du rapport n°953 daté du 16 novembre 2022 consulté par l'inspection conclut à la conformité de l'installation de détection incendie.</p>
<p>Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place par l'exploitant sont régulièrement contrôlés et systématiquement entretenus par le prestataire. Les anomalies éventuellement constatées lors des contrôles sont traitées immédiatement si possible (remplacement de pièces/réparations). Le cas échéant, les remises en état ne pouvant être réalisées le jour même font l'objet de devis puis sont traitées lors des campagnes d'intervention du prestataire. Le jour de la visite, la société SMS était présente sur le site (campagne de contrôles 2023).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 7 : Chaufferie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 9.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Chauffage des locaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La chaudière est contrôlée conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41-3 du code de l'environnement et à l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts.</p> <p>La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet isolé par une paroi au moins REI 120. Il n'y a pas d'accès entre la chaufferie et les cellules de stockage.</p> <p>A l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;</li><li>un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;</li><li>un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.</li></ul> <p>Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.</p> <p>Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.</p> <p>Le chauffage de l'entrepôt sera réalisé par aérothermes d'eau chaude.</p>
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, la chaudière était à l'arrêt. L'exploitant a déclaré que, du fait de la bonne isolation du bâtiment, elle n'est utilisée que par période de grands froids.
Les éléments de sécurité extérieurs sont bien présents, à savoir:
<ul style="list-style-type: none"><li>- une vanne de coupure d'alimentation des brûleurs;</li><li>- un coupe-circuit;</li><li>- un système d'alerte en cas de dysfonctionnement.</li></ul>
L'accès au local de chaufferie est limité au personnel autorisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Prescriptions spécifiques à la cellule 5

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 9.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les produits inflammables classés sous la rubrique 4331 sont entreposés au sein de la cellule 5, qui est divisée en zones de collecte d'une superficie unitaire maximale au sol égale à 500 m<sup>2</sup>. Le liquide recueilli au niveau de la zone de collecte est dirigé par gravité vers une rétention extérieure à tout bâtiment, qui est composée de deux bassins étanche de confinement des eaux d'extinction du site de 2 000 m<sup>3</sup> et 500 m<sup>3</sup>.</p> <p>Un dispositif arrête-flamme de type siphon anti-feu ou un dispositif équivalent est mis en place pour empêcher la propagation d'un éventuel incendie entre la cellule de stockage et la rétention déportée.</p> <p>Des seuils seront mis en place entre la cellule 5 et les cellules périphériques afin d'éviter que des liquides inflammables (déversement accidentelle et/ou en cas de feu) se propage dans les autres cellules et vice-versa.</p> <p>La hauteur de stockage des liquides inflammables est limitée à 5 m, avec stockage de produits compatibles au-dessus.</p> <p>Les produits inflammables relevant de la rubrique 4331 sont entreposés dans des contenants de capacité unitaire inférieure ou égale à 3 m<sup>3</sup>.</p> <p>Le système de détection automatique d'incendie est approprié aux produits stockés et le système d'extinction automatique d'incendie est adapté aux risques à couvrir compte-tenu de la nature des produits stockés.</p>
<b>Constats :</b> La cellule 5 (identifiée cellule E par l'exploitant) de l'entrepôt a été initialement conçue par le propriétaire pour permettre le stockage de produits inflammables classés sous la rubrique 4331. Néanmoins, l'exploitant a déclaré avoir fait le choix de ne pas stocker de tels produits. Sur le terrain, l'inspection des installations classées a réalisé les constats suivants: : <ul style="list-style-type: none"><li>- les produits stockés dans la cellule 5 sont de même nature que dans le reste du bâtiment;</li><li>- dans cette cellule, aucun produit inflammable soumis à la rubrique 4331 n'est présent;</li><li>- les dispositions constructives de l'article 9.5 de l'arrêté préfectoral susvisé sont présentes (syphons anti-feu sur les regards de collecte, capacité de rétention au sol).</li></ul> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de se renseigner auprès du propriétaire concernant l'existence éventuelle de rétentions extérieures souterraines</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet